

Les Casques bleus belges pris au piège à Kigali

Alors que les belligérants négocient, quelque 400 soldats de la paix sont bloqués sur l'aéroport.

Des violents combats à l'arme lourde ont éclaté samedi en fin d'après-midi à l'est de Kigali. Dimanche, la capitale rwandaise était toujours en proie aux tirs d'armes automatiques. Les quelque 400 Casques bleus belges encore présents sur l'aéroport sont « pris au piège comme des rats », a déclaré Willy Claes, le ministre belge des Affaires étrangères. Les Nations unies ont acheminé, dimanche par avion, 800 kg de nourriture et de médicaments destinés aux soldats de la paix.

Les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) et les représentants des forces armées ont étudié, dimanche, les termes d'un possible accord de paix. Sans progrès. Les belligérants se sont réunis pour la première fois, vendredi, dans les locaux de l'hôtel Méridien, dans les faubourgs de Kigali, et sous les auspices de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar). Comme condition à un compromis politique, les soldats rwandais, à majorité hutu, exigent « l'arrêt immédiat des tirs et des opérations militaires », ainsi que des « expéditions punitives » menées par le FPR. Et demandent « qu'il soit permis aux forces de

l'ordre de faire des patrouilles préventives ».

De leur côté, les rebelles à dominante tutsi réclament la dissolution de la garde présidentielle qui a « commencé les exactions et les massacres » et la « dénonciation » du gouvernement intérimaire « autoproclamé » mis en place par l'armée après l'assassinat du président de la République, Juvénal Habyarimana, le 6 avril. Le FPR voudrait également que les patrouilles chargées de ramener le calme dans le pays soient « conjointes », associant ses hommes à des soldats gouvernementaux et à des Casques bleus.

Retranchés dans le bâtiment de l'ancien parlement de Kigali, les dirigeants du FPR se disaient décidés, hier, à prendre la capitale « si les massacres ne s'arrêtent pas. Nous avons suffisamment de moyens et de soldats dans la ville pour finir cette guerre », a déclaré Seth Sendashonga, qui aurait dû devenir ministre de la Jeunesse dans le gouvernement d'union national prévu par les accords de paix d'Arusha, signés en août entre la rébellion et le pouvoir de feu le président Habyarimana.

D'après AFP